



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 18 février 2015

Résultats
du quatrième trimestre et de l'année 2014

Confirmation de la solidité du Groupe Crédit Agricole

Bonne résistance de la banque de proximité en France

Des relais de croissance dans les autres métiers

Poursuite de la baisse des charges

Forte baisse du coût du risque

Solidité financière encore renforcée

Groupe Crédit Agricole*

RNPG 2014 : 4 920 millions d'euros

RNPG 2014 (hors éléments spécifiques¹) : 6,0 milliards d'euros

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé: 13,1% (+180pb / janv 14)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A.

RNPG T4-14 : 697 millions d'euros (+13,0% / T4-13)

RNPG 2014 : 2 340 millions d'euros (-6,8% / 2013)

RNPG 2014 (hors éléments spécifiques¹) : 3,3 milliards d'euros

Ratio CET1 Bâle 3 non phasé: 10,4% (+190pb / janv 14)

Dividende proposé : 0,35 euro par action

NB : Dans l'ensemble du document, les données 2013 ont été retraitées de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle et du passage en IFRS5 de Crelan.

¹ Hors évolution de la méthodologie CVA/DVA, FVA Day one, DVA courant, couvertures de prêts, spreads émetteurs, réévaluation des titres de la Banque d'Italie, quote-part de résultat du BES

Groupe Crédit Agricole

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 17 février 2015, a examiné les comptes du quatrième trimestre 2014 et arrêté les comptes de l'exercice 2014.

Le résultat net part du groupe du groupe Crédit Agricole atteint 4 920 millions d'euros en 2014, et 6,0 milliards d'euros hors éléments spécifiques (BES et éléments comptables notamment)¹.

Pour Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole SA, ce bon résultat, obtenu dans un environnement économique encore peu porteur, est la traduction d'une activité commerciale plus soutenue dans la plupart des métiers, d'une bonne maîtrise des charges et d'une forte baisse du coût du risque.

Jean-Paul Chifflet, directeur général de Crédit Agricole SA, souligne que pour la deuxième année consécutive, le groupe Crédit Agricole publie de bons résultats. Ceux-ci confirment la pertinence des choix de transformation du Groupe engagés en 2011. A la fin de l'année 2014, le Crédit Agricole est un groupe remodelé, qui démontre sa solidité et son dynamisme dans un environnement adverse.

Ces résultats sont en ligne avec les tendances dessinées en mars dernier dans le Plan Moyen Terme 2014-2016. Les initiatives stratégiques qui y avaient été annoncées ont bien été lancées et la trajectoire des résultats est en ligne avec la progression prévue pour atteindre les objectifs de moyen terme.

Ainsi, la Banque de proximité en France a mené des actions de transformation de ses réseaux, démarrant les chantiers informatiques et organisationnels nécessaires à l'offre d'une banque 100% digitale ; un exemple de succès immédiat de cette transformation est le volume des crédits à l'habitat produits via le site e-immo des Caisses régionales : 2,5 milliards d'euros sur l'année.

Le développement des synergies de revenus, autre axe stratégique, s'est matérialisé en 2014 par de nouvelles initiatives : lancement de la commercialisation de l'assurance collective par les Caisses régionales, mise en place chez CACIB du dispositif d'accompagnement des PME et ETI à l'international, poursuite du déploiement du partenariat entre les Caisses régionales et CACF dans l'offre de crédit à la consommation.

Le développement du Groupe en Europe a concerné plusieurs pôles-métiers : Amundi a acquis la société de gestion autrichienne Bawag Invest et lancé son activité en Pologne, la banque privée a ouvert une succursale en Italie, Crédit Agricole Assurances a lancé l'activité assurance dommages en Pologne, CACEIS est en phase d'extension de son réseau à la Suisse, à l'Italie et au Royaume-Uni, CACF a développé avec succès la collecte d'épargne en Allemagne.

Les programmes de réduction des charges ont été poursuivis ; ainsi, en plus du programme MUST qui a permis d'ajouter 178 millions d'euros d'économies de charges aux 351 millions d'euros déjà réalisées les deux années précédentes, la première année de mise en place du système informatique unique des Caisses régionales NICE a généré une réduction de charges de plus de 100 millions d'euros. CACIB et CACF ont par ailleurs réduit leurs charges de près de 70 millions d'euros par des initiatives nouvelles sur leurs activités en extinction ou en restructuration.

*
* *

Après une année 2013 constituant une base de référence élevée en termes tant de revenus que de résultats, les Caisses régionales évoluent dans un marché toujours morose.

¹ Hors impact BES en équivalence, spreads émetteurs, évolution de la méthodologie CVA/DVA, FVA Day one, DVA running, couvertures de prêts, réévaluation des titres de la Banque d'Italie

Leurs encours de collecte atteignent 605 milliards d'euros à fin décembre 2014 (+2,1% en un an), dont 356 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 2,3% sur un an, avec une confirmation du dynamisme des dépôts à vue (+3,9%).

Leurs encours de crédit atteignent 400 milliards d'euros à fin décembre 2014, progressant de 0,6% sur un an. Ils bénéficient principalement de la hausse de 2,2% des encours de crédit à l'habitat et d'une reprise de la production du crédit aux entreprises et professionnels, en hausse de 3,9% par rapport à 2013.

Le résultat net des Caisses régionales atteint 832 millions d'euros sur le quatrième trimestre et 3 543 millions d'euros sur l'année 2014 (-3,4% par rapport à 2013).

*

En 2014, la structure financière du Groupe s'est encore renforcée.

En termes de solvabilité, le ratio Common Equity Tier 1 Bâle 3 non phasé du Groupe atteint 13,1% à fin décembre 2014, en progression de 180 points de base depuis le 1er janvier 2014. Cette forte progression repose sur le modèle économique du Groupe (accumulation de résultats et réinvestissement des dividendes), l'accroissement des plus-values latentes enregistrées en fonds propres et la poursuite des plans d'actions engagés depuis trois ans (maîtrise des emplois pondérés).

Le ratio de levier du groupe Crédit Agricole s'élève à 5,2% à fin décembre selon la méthodologie applicable en 2015 (acte délégué adopté par la Commission Européenne le 10 octobre 2014).

Crédit Agricole S.A.

Le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. au quatrième trimestre 2014 s'élève à 697 millions d'euros, en hausse de 13,0% par rapport à celui du quatrième trimestre 2013.

Cette progression du résultat s'explique par une bonne résistance des revenus des métiers, par une baisse des charges et par une forte réduction du coût du risque.

En Banque de proximité en France, LCL maintient un bon niveau d'activité de collecte, avec une hausse de 3,3% des dépôts au bilan et une progression de 4,8% de l'assurance-vie sur un an ; l'activité de crédits progresse de 2,1%, toujours tirée par les prêts à l'habitat. Après neutralisation des provisions constituées au titre du dispositif d'épargne-logement et évolution de la méthodologie CVA/DVA, le produit net bancaire progresse de 0,7% par rapport au quatrième trimestre 2013.

La banque de proximité à l'international enregistre une activité dynamique au quatrième trimestre 2014, avec des revenus en hausse de 4,2% par rapport au trimestre correspondant de 2013. Cariparma est principalement à l'origine de cette performance, avec une croissance de ses revenus¹ de 9,7% grâce à un meilleur pricing et mix de ses ressources, à une amélioration de la marge sur ses crédits à moyen et long terme et à ses activités de financement des autres filiales du Groupe en Italie.

Dans le domaine de la gestion de l'épargne, la collecte nette d'Amundi a été de 13,1 milliards d'euros au quatrième trimestre 2014, grâce en particulier à la performance réalisée auprès des institutionnels et grandes entreprises et à celles des distributeurs tiers et des réseaux internationaux. De même, la Banque privée a bénéficié d'une collecte positive au quatrième trimestre 2014. Crédit Agricole Assurances, premier assureur en France en 2014, a vu sur la même période son chiffre d'affaires croître de 22,0% par rapport au quatrième trimestre 2013.

¹ Hors, en 2013, les -39m€ de complément de provision demandés par la Banque d'Italie et, en 2014, l'évolution de la méthodologie CVA/DVA (-14M PNB) et les éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes locaux au 31/12/2013 et par Crédit Agricole S.A. en 2014 (+80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

La banque de financement et d'investissement enregistre également une progression de ses revenus, tant en banque de financement (+2,3%) qu'en banque de marché et d'investissement (+10,6%), dont la performance est en large partie portée par la gestion de la trésorerie et l'activité de titrisation.

*
* *

Les charges du trimestre sont en baisse de 0,4% par rapport au quatrième trimestre de 2013 malgré plusieurs éléments défavorables comme les charges liées à la sortie de plusieurs entités dans les services financiers spécialisés et les charges de restructurations dans la filiale de services informatiques. Par ailleurs, elles intègrent les investissements informatiques chez LCL et Crédit Agricole Assurances prévus dans le Plan Moyen Terme.

Ce trimestre confirme la poursuite de la forte baisse du coût du risque : -42,0% sur un an. Rapporté aux encours, le coût du risque revient à 48 points de base, à comparer à 86 points de base au quatrième trimestre 2013 qui avait intégré la préparation de l'exercice AQR de la BCE. Cette tendance se retrouve en particulier dans la Banque de proximité en France, où le coût du risque sur encours ressort à 7 points de base chez LCL, dans le domaine du crédit à la consommation, notamment chez Agos Ducato, et en banque de financement où le coût du risque reste très faible à 29 points de base.

Sur l'ensemble de l'exercice 2014, le résultat net part du Groupe s'élève à 2 340 millions d'euros, en baisse de 6,8% par rapport au résultat de 2013 ; hors éléments spécifiques, principalement la résolution du groupe bancaire portugais BES, les spreads émetteurs et l'évolution de la méthodologie CVA/DVA dans les divers métiers, le résultat ressort à 3 350 millions d'euros. Sur cette base, le ROTE s'élève à 10,7%, en progression de 100 points de base par rapport à 2013.

*
* *

La solidité financière de Crédit Agricole S.A. s'est encore renforcée grâce à une gestion active des fonds propres, notamment par l'émission de 4,1 milliards d'euros de dettes hybrides (*Additional Tier 1*) en 2014 ; le ratio CET1 non phasé s'établit à 10,4% à fin décembre 2014, soit 190 points de base de plus en un an et le ratio global phasé de Crédit Agricole S.A. s'élève à 19,6%, en hausse de 400 points de base depuis le début de l'année, ratios calculés en tenant compte du résultat annuel après distribution.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A. s'élève à 4,2% à fin décembre 2014 selon la méthodologie applicable en 2015 (acte délégué adopté par la Commission Européenne).

*
* *

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. proposera à la prochaine Assemblée générale la distribution d'un dividende de 0,35 euro par action, identique en montant à celui de 2013. Le taux de distribution est porté à 43% versus 38% en 2013.

Ce dividende sera payé, au choix de l'actionnaire, soit en numéraire soit en titres. L'actionnaire majoritaire, la SAS Rue La Boétie, a confirmé lors de la réunion du Conseil d'administration son choix pour le paiement en titres. Il est rappelé que ce dividende sera majoré de 10% pour tous les actionnaires éligibles à cette disposition.

Responsabilité sociale et environnementale

Le Conseil d'administration du 17 février 2015 a décidé de transformer son Comité Stratégique - présidé par le président de Crédit Agricole SA - en comité Stratégique et RSE, afin de renforcer le suivi et l'intégration de la politique RSE dans la stratégie générale du Groupe.

Crédit Agricole S.A. publie pour la troisième année consécutive les résultats de son « indice FReD », qui mesure l'amélioration du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de RSE. L'indice 2014 est de 2,4, validé par le cabinet PricewaterhouseCoopers. 13 entités¹ sont engagées dans la démarche FReD et 3 filiales² de Banque de proximité à l'international testent actuellement sa mise en œuvre. Crédit Agricole S.A. consolide ainsi sa performance RSE globale.

L'appartenance de Crédit Agricole SA aux grands indices de référence RSE a été confirmée (Euronext Vigeo® Indexes, FTSE4Good, ESG STOXX Leaders). En outre, le Groupe a intégré le Global 100, qui regroupe les 100 entreprises les plus durables dans le monde, identifiées par la revue canadienne Corporate Knights.

Agenda financier

6 mai 2015	Publication des résultats du premier trimestre 2015
20 mai 2015	Assemblée Générale
28 mai 2015	Détachement du dividende
23 juin 2015	Paiement du dividende
4 août 2015	Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2015
5 novembre 2015	Publication des résultats du troisième trimestre 2015

¹ Crédit Agricole S.A., Amundi, CACEIS, Crédit Agricole Assurances, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Agricole Consumer Finance, Crédit Agricole Immobilier, Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Private Banking (avec Crédit Agricole Indosuez Private Banking, Crédit Agricole Luxembourg, Crédit Agricole Suisse et CFM Monaco), Cariparma, LCL, le Pôle Paiement Groupe et Uni-Éditions.

² Crédit Agricole Bank Polska, Crédit du Maroc et Crédit Agricole Egypt.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	Variation des métiers T4/T4 sous-jacente*	2014	Variation 2014/2013	Variation des métiers 2014/2013 sous-jacente*
Produit net bancaire	3 894	(2,0%)	(0,8%)	15 853	+1,1%	(0,1%)
Charges d'exploitation	(2 847)	(0,4%)	(0,5%)	(11 097)	(0,3%)	(0,2%)
Résultat brut d'exploitation	1 047	(6,2%)	(1,2%)	4 756	+4,5%	+0,0%
Coût du risque	(499)	(42,0%)	(28,9%)	(2 204)	(23,9%)	(20,7%)
Résultat d'exploitation	548	x2,1	+17,5%	2 552	+54,2%	+12,0%
Sociétés mises en équivalence	262	+12,7%	+21,7%	647	(44,9%)	+10,5%
Gains/pertes sur autres actifs	42	(50,1%)	ns	53	(45,5%)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(22)	ns	ns	(22)	ns	ns
Résultat avant impôt	830	+44,6%	+19,9%	3 230	+10,4%	+11,9%
Impôt	(21)	ns	+0,5%	(469)	x 4,8	+2,9%
Résultat net d'impôt sur activités arrêtées	(11)	(91,2%)	ns	(5)	ns	ns
Résultat net de l'exercice	798	+10,9%	+26,5%	2 756	(4,5%)	+14,3%
Participations ne donnant pas le contrôle	101	(1,5%)	+23,5%	416	+10,7%	+39,0%
Résultat net part du Groupe	697	+13,0%	+26,7%	2 340	(6,8%)	+13,0%

* Variations retraitées des impacts épargne logement et des éléments spécifiques décrits en slide 50

Le **produit net bancaire** atteint 3 894 millions d'euros au quatrième trimestre 2014. Il intègre des éléments spécifiques représentant globalement pour le quatrième trimestre 2014 -109 millions d'euros, à comparer à -176 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Ces éléments sont composés pour les deux trimestres des *spreads* émetteurs logés dans le pôle Activités hors métiers ainsi que du DVA courant, des impacts des premières applications et évolutions de méthodologie de CVA/DVA/FVA, et des couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement ; s'y ajoutait au quatrième trimestre 2013 l'impact des plus-values enregistrées en Activités hors métier (sur Bankinter, Eurazeo et une plus-value immobilière). Hors ces impacts et ceux de l'épargne logement enregistrés chez LCL, le produit net bancaire des métiers est en recul limité de 0,8% par rapport au quatrième trimestre 2013. La Banque de proximité à l'international progresse significativement, tout comme la Banque de financement et d'investissement. Les revenus de LCL progressent légèrement sur cette base. Les autres métiers dégagent un produit net bancaire plus faible qu'au quatrième trimestre 2014 en raison du contexte économique atone et du niveau des taux d'intérêts.

Sur l'année 2014, le produit net bancaire s'élève à 15 853 millions d'euros, en hausse de 1,1% par rapport à l'année 2013. Il intègre les éléments spécifiques décrits ci-dessus et, sur 2014, le profit lié à la réévaluation des titres de la Banque d'Italie enregistré dans la contribution de Cariparma. Retraité de ces éléments ainsi que des impacts liés à l'épargne logement chez LCL, le produit net bancaire des métiers est quasiment stable (-0,1% par rapport à l'année 2013).

Les charges d'exploitation, à 2 847 millions d'euros, sont en légère baisse par rapport au quatrième trimestre 2013. Elles incluent pourtant plusieurs éléments défavorables ce trimestre : les effets change liés à l'évolution de l'euro / dollar qui ont alourdi les charges de la Banque de financement et d'investissement et de la Banque de proximité à l'international, les effets périmètre liés notamment à l'intégration par Amundi de nouvelles entités, et les charges de restructuration dans la filiale de services informatiques logée dans les Activités hors métier. Hormis ces éléments, ainsi que les investissements informatiques de LCL et CAA, les charges baissent de 1,7% en un an.

Sur l'année, les charges d'exploitation s'élèvent à 11 097 millions d'euros et marquent un repli de 0,3% par rapport à l'année 2013. À périmètre constant, les charges annuelles ont baissé de 7,5% entre 2011 et 2014. Au total, les gains

réalisés grâce au programme de réduction de coût MUST se sont élevées à 178 millions d'euros sur l'année 2014. De plus, de nouvelles initiatives ont permis de réaliser 115 millions d'euros d'économies supplémentaires en 2014, sur une cible de 220 millions d'euros à fin 2016, avec notamment une baisse des charges de CACIB sur la gestion des activités en extinction, et une réduction de coûts importante sur CACF. L'année 2014 a également été marquée par la recherche de synergies additionnelles au sein du Groupe Crédit Agricole, qui ont conduit LCL à basculer sur le prestataire monétique interne du Groupe et à lancer avec les Caisses régionales une sous-traitance commune sur le traitement des chèques. Au total, le coefficient d'exploitation s'établit à 70,0% sur l'année, en amélioration d'un point par rapport à l'année 2013.

Le coût du risque est particulièrement faible sur le quatrième trimestre 2014 : à 499 millions d'euros, il est en baisse de 42,0% par rapport au quatrième trimestre 2013 qui intégrait, il est vrai, la préparation de l'AQR. Le coût du risque des métiers s'inscrit en baisse marquée de 28,9% sur la même période, bénéficiant notamment de la réduction enregistrée dans la Banque de proximité en France et les métiers de financement. Rapporté aux encours, le coût du risque s'établit à 48 points de base, en données annualisées, à comparer à 86 points de base au quatrième trimestre 2013 et 50 points de base au troisième trimestre 2014.

Sur l'année 2014, le coût du risque s'élève à 2 204 millions d'euros, contre 2 894 millions d'euros pour l'année 2013, soit une baisse de 23,9%. Le coût du risque des métiers baisse quant à lui de 20,7%, la baisse étant très marquée en Banque de proximité en France et dans les métiers de financement, et moins prononcée sur la Banque de proximité à l'international¹. Ainsi, le coût du risque sur encours s'établit au total pour Crédit Agricole S.A. à 55 points de base sur l'année 2014, contre 68 points de base en 2013.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle et hors opérations internes au Crédit Agricole et créances rattachées) atteint 15,0 milliards d'euros à fin décembre 2014 et représente 3,6% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, niveau en baisse par rapport à fin 2013. Le quatrième trimestre 2014 a été marqué par la cession de 872 millions d'euros de créances douteuses d'Agos Ducato provisionnées. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 54,2%, à comparer à 53,3% au 31 décembre 2013. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 71,9% au 31 décembre 2014.

Sur le quatrième trimestre 2014, le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'établit à 262 millions d'euros, une hausse de 12,7% par rapport au quatrième trimestre 2013, auquel les Caisses régionales contribuent à hauteur de 201 millions d'euros. Sur l'année, il s'établit à 647 millions d'euros, pénalisé par la perte enregistrée sur le BES au deuxième trimestre (708 millions d'euros). Le résultat des sociétés mises en équivalence des Caisses régionales (à hauteur de 25%) s'élève à 1 026 millions d'euros sur l'année 2014.

Le **résultat avant impôt** s'élève ainsi à 830 millions d'euros, contre 573 millions d'euros au quatrième trimestre 2013². Sur l'année, il s'établit à 3 230 millions d'euros, contre 2 927 millions d'euros en 2013², soit une hausse de 10,4%. Il bénéficie d'un effet ciseau favorable et de la baisse du coût du risque.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le quatrième trimestre 2014 un profit de 697 millions d'euros. Hors impacts liés à l'épargne logement et éléments comptables spécifiques³, le résultat net part du Groupe des métiers s'inscrit en progression de 26,7%.

Sur l'année, le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 2 340 millions d'euros. Hors éléments spécifiques⁴, le résultat net part du Groupe s'élève à 3 350 millions d'euros. Le ROTE sur cette base sous-jacente s'élève à 10,7% pour l'année 2014 (7,5% sur le résultat net part du Groupe publié).

¹ 2013 intégrant le complément de provisions notamment en préparation des AQR en Italie pour 109 millions d'euros, comptabilisé au quatrième trimestre 2013 en Activités hors métiers pour 90 millions d'euros

² Retraité de la mise en équivalence des entités en intégration proportionnelle en 2013 et du passage en IFRS5 de Crelan

³ DVA courant, couvertures de prêts, évolution de la méthodologie CVA/DVA et impact des projets de cession d'entités nordiques de crédit à la consommation et de CA Bulgarie au quatrième trimestre 2013

⁴ spreads émetteurs, DVA courant, FVA Day One et évolution de la méthodologie CVA/DVA en Banque de financement et d'investissement, couvertures de prêts, évolution de la méthodologie CVA/DVA dans les métiers hors Banque de financement et d'investissement, impact du BES en sociétés mises en équivalence, et réévaluation des titres de la Banque d'Italie

LA SOLVABILITE

En 2014, plusieurs opérations ont été réalisées dans le cadre d'une gestion active des fonds propres du Groupe. Ainsi, Crédit Agricole S.A. a émis un total de 4,1 milliards d'euros¹ d'*Additional Tier 1* au cours de l'année. En outre, afin d'optimiser la structure de fonds propres au sein du Groupe, Crédit Agricole Assurances a réalisé une émission inaugurale de 750 millions d'euros de dettes subordonnées au quatrième trimestre, en anticipation de l'impact de *Solvency 2* sur le ratio Tier 1 de Crédit Agricole S.A. en 2016. Cette émission s'est accompagnée du remboursement de dettes hybrides émises par Crédit Agricole Assurances et souscrites par Crédit Agricole S.A. qui venaient en déduction des fonds propres Tier 2 de Crédit Agricole S.A. Une deuxième émission de mêmes caractéristiques a été réalisée en janvier 2015, pour 1 milliard d'euros. Enfin, pour sa part, Crédit Agricole S.A. a procédé à une émission de Tier 2 pour 0,6 milliard d'euros.

Au 31 décembre 2014, le ratio CET1 non phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 10,4%, à comparer à 10,1% au 30 septembre 2014, en amélioration de 30 points de base sur un trimestre et 190 points de base sur un an. Pour le seul quatrième trimestre, cette augmentation résulte de la hausse du capital CET1, 1,5 milliard d'euros, partiellement compensée par la hausse des emplois pondérés, + 5,4 milliards d'euros, dont 1,4 milliard d'euros d'effet change. Les emplois pondérés ressortent ainsi à 293,0 milliards d'euros au 31 décembre 2014.

Au quatrième trimestre, la progression du capital CET1 est liée notamment à l'impact du résultat conservé pour 0,4 milliard d'euros (+15 points de base) et à la prise en compte du versement en action de la part du dividende au titre de 2014 revenant à SAS Rue La Boétie, pour 0,5 milliard d'euros, soit 17 points de base. En outre, l'ajustement de *Prudent Valuation* a été révisé à la baisse pour s'établir à 0,5 milliard d'euros au 31 décembre 2014, soit une réduction de 0,44 milliard au quatrième trimestre (+15 points de base) par rapport au montant forfaitaire enregistré auparavant.

Le ratio global phasé de Crédit Agricole S.A. s'établit à 19,6% au 31 décembre 2014, en amélioration de 40 points de base au quatrième trimestre et de 400 points de base par rapport au 1^{er} janvier 2014.

Le ratio de levier de Crédit Agricole S.A., calculé selon l'acte délégué adopté par la Commission européenne en vigueur en janvier 2015, s'établit à 4,2% au 31 décembre 2014.

Avec un ratio conglomérat global phasé au 31 décembre 2014 à 239% pour Crédit Agricole S.A. et 181% pour le groupe Crédit Agricole, les exigences en termes de solvabilité pour un conglomérat sont largement respectées. Ce ratio qui prend en compte à la fois les exigences de fonds propres liées aux risques de l'activité d'assurance et les exigences de fonds propres liées à l'activité bancaire donne la vision la plus pertinente de l'activité de bancassurance. Le ratio est stable par rapport au 30 juin 2014 pour Crédit Agricole S.A. et le groupe Crédit Agricole, traduisant l'équilibre entre la bonne progression de l'activité d'assurance et le renforcement des fonds propres de la banque.

¹ Montant prudentiel, contrevalet en euros au 31/12/14 et net des frais d'émission

LA LIQUIDITE

Le bilan cash du groupe Crédit Agricole représente 1 029 milliards d'euros à fin décembre 2014, à comparer à 1 039 milliards d'euros à fin décembre 2013.

L'excédent de ressources stables sur emplois durables s'élève à 101 milliards d'euros au 31 décembre 2014 contre 71 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une hausse de 30 milliards d'euros entre les deux dates.

Au 31 décembre 2014, les réserves de liquidité après décote s'élèvent à 246 milliards d'euros et couvrent 203% de l'endettement court terme brut, contre 168% à fin décembre 2013. Les titres HQLA après décote représentent 171% de la dette CT non remplacée en Banques Centrales. Le ratio LCR du Groupe et celui de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 110% à fin 2014.

Les principaux émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis 33,8 milliards d'euros de dette senior dans le marché et les réseaux en 2014. Pour sa part, Crédit Agricole S.A. a levé 12,1 milliards d'euros de dette senior au cours de l'exercice 2014 et réalisé trois émissions *d'Additional Tier 1* pour un équivalent de 3,9 milliards d'euros. En 2015, Crédit Agricole S.A. prévoit en fonction des conditions de marché de lever 10 milliards d'euros de financement moyen long terme (dette senior et subordonnée) sur les marchés (excluant les réseaux).

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4*/T4*	2014	Variation 2014*/2013*
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)	201	+9,8%	878	(0,6%)
Complément dans la quote-part de résultat	-	ns	148	(6,3%)
Quote-part de résultats des mises en équivalence	201	+7,3%**	1 026	(1,5%**)

*Hors provisions EL(-189m€ en PNB au T4-14), complément de Switch(+46m€ en PNB au T4-14), évolution de la méthodologie CVA/DVA (-49m€ en PNB au T4-14), plafonnement réglementaire des commissions(-33m€ en PNB au T4-14)

**Variation sur données publiées : -12,6% T4/T4 et -3,5% 2014/2013

Dans un contexte de taux bas et de croissance économique toujours faible en France, les Caisses régionales affichent une activité satisfaisante en collecte mais plus limitée en ce qui concerne les crédits.

Les encours de collecte atteignent 605 milliards d'euros à fin décembre 2014 (+2,1% en un an), dont 356 milliards d'euros pour la collecte bilan qui progresse de 2,3% sur un an avec une évolution favorable du mix produits. Ainsi, le quatrième trimestre 2014 confirme le dynamisme de la collecte sur les dépôts à vue (+3,9% en un an) qui bénéficient du moindre attrait de l'épargne réglementée et de l'arrivée à échéance de certains dépôts à terme, plus coûteux, dont l'encours baisse de 3,7% en un an. Les encours d'épargne logement continuent cependant leur progression au quatrième trimestre (+3,4%), les clients anticipant la future décision des pouvoirs publics d'abaisser le taux de rémunération des nouveaux PEL à 2,0% à compter du 1^{er} février 2015. En revanche, la collecte sur les livrets A s'essouffle, leurs encours ne progressant plus que de 1,7% sur un. Les Caisses régionales ayant favorisé le développement du sociétariat en 2014, le nombre de leurs sociétaires s'établit à 8,2 millions à fin décembre 2014, en progression de 763 000 en un an. Dans le même temps, l'encours des livrets sociétaires a plus que doublé pour s'établir à 6,6 milliards d'euros à fin décembre 2014.

La collecte hors bilan est toujours dynamique : les encours atteignent 249 milliards d'euros à fin décembre 2014 soit une hausse de 1,8% sur un an, bénéficiant essentiellement de la progression de 4,0% des encours d'assurance-vie sur la même période.

Les encours de crédit s'élèvent à 400 milliards d'euros au 31 décembre 2014, en progression limitée de 0,6% sur un an. Ils reflètent des évolutions contrastées selon les marchés. Soutenus par un marché immobilier très sain, les encours de crédit à l'habitat sont toujours en progression à fin décembre (+2,2% par rapport à décembre 2013). Les encours de crédit à la consommation s'établissent à 14,9 milliards d'euros et affichent un rebond marqué entre septembre et décembre 2014 (+2,5%) permettant ainsi de limiter leur baisse qui n'est plus que de 1,0% sur un an. Les encours de prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels affichent une légère reprise entre septembre et décembre 2014 (+0,1%) limitant ainsi leur recul à 1,9% sur un an sous l'effet notamment de la reprise de la production de crédits qui s'élève à 3,9% sur un an.

Le ratio crédit/collecte¹ s'établit à 115% à fin décembre 2014, en amélioration de près de 1 point de pourcentage par rapport à celui de fin décembre 2013.

Au quatrième trimestre 2014, les Caisses régionales ont réussi à maintenir un bon niveau de rentabilité malgré un certain nombre d'éléments négatifs. Ainsi, leur produit net bancaire (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3,2 milliards d'euros au quatrième trimestre 2014 en baisse de 2,7%² par rapport au quatrième trimestre 2013 sous l'effet de la persistance des taux bas et l'aplatissement de la courbe des taux qui pèsent sur la marge. Malgré l'amélioration progressive du mix produits, la marge sur ressources reste pénalisée par le niveau du coût moyen des ressources, très supérieur aux taux de marché du fait de la fixation de leur taux par les pouvoirs publics et de l'existence d'un plancher sur les livrets réglementés et l'existence d'un nombre encore important d'anciens dépôts à terme bien rémunérés. La marge sur emplois est, quant à elle, soutenue par les remboursements anticipés de prêts immobiliers, comme en 2013, tandis que les commissions sont soutenues par les commissions d'assurance et sur services au quatrième trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013.

Les charges d'exploitation sont en nette baisse de 4,0% par rapport au quatrième trimestre 2013 et de -0,5% sur un an grâce notamment aux économies réalisées sur le projet informatique NICE.

Au quatrième trimestre 2014, le coût du risque sur encours s'établit au niveau toujours bas de 12 points de base contre 13 points de base au quatrième trimestre 2013. Sur l'ensemble de l'année 2014, il est de 18 points de base contre 25 points de base un an plus tôt. Il s'établit à -102 millions d'euros pour le quatrième trimestre, soit une baisse de 15,1% par rapport au quatrième trimestre 2013 et de 30,0% en 2014 par rapport à 2013. Le taux de créances dépréciées s'élève à 2,6% des encours bruts, l'encours total de provisions constituées au 31 décembre 2014 représentant plus de 100% des créances dépréciées.

Sous l'effet de ces différentes évolutions, le résultat d'exploitation s'établit à 1 212 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, à comparer à 1 492 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. s'établit à 201 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 contre 230 millions au quatrième trimestre 2013. En 2014, elle s'établit à 1 026 millions d'euros à comparer à 1 064 millions d'euros en 2013, niveau le plus élevé jamais enregistré depuis la cotation de Crédit Agricole S.A.

¹ Méthodologie révisée à compter de mars 2014 ; décembre 2013 pro forma, intégrant les refinancements (BEI, CDC) et les UC obligataires en ressources clientèle ; crédits clientèle nettes des provisions individuelles

² Au T4-14 : hors impacts EL(-189m€), complément de Switch(+46m€), évolution de la méthodologie CVA/DVA (-49m€), plafonnement réglementaire des commissions (-33m€)

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4 ¹ /T4 ¹	2014	Variation 2014 ¹ /2013 ¹
Produit net bancaire	887	+1,2%	3 677	(1,5%)
Charges d'exploitation	(639)	(0,9%)	(2 532)	+0,7%
Résultat brut d'exploitation	248	+6,1%	1 145	(5,8%)
Coût du risque	(17)	(81,0%)	(183)	(39,9%)
Résultat d'exploitation	231	+44,6%	962	+4,6%
Gains/pertes sur autres actifs	(1)	ns	(1)	ns
Résultat avant impôt	230	+44,4%	961	+4,0%
Impôt	(82)	+13,8%	(347)	+2,0%
Résultat net de l'exercice	148	+69,7%	614	+5,2%
Participations ne donnant pas le contrôle	7	+64,6%	30	+4,5%
Résultat net part du Groupe	141	+69,9%	584	+5,2%

Le quatrième trimestre 2014 s'inscrit dans les tendances des trimestres précédents, avec le maintien de la collecte globale et une bonne activité de crédit marquée par le dynamisme du marché habitat en 2014.

Les encours de crédit progressent ainsi de 2,1% sur un an et s'élèvent à 91,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Cette croissance est soutenue par les crédits à l'habitat qui, à 58,5 milliards d'euros, progressent de 3,9% sur un an.

Soutenues par une activité commerciale dynamique, les ressources clientèle atteignent 167,3 milliards d'euros, en hausse de 2,5% sur un an. Ainsi, les encours de collecte hors bilan augmentent de 1,6% sur un an, notamment grâce à la collecte sur l'assurance-vie (+4,8% sur la période). Les encours de bilan, pour leur part, sont en hausse de 3,3% sur un an, tirés par la progression des dépôts à vue (+6,8%).

Le ratio crédit/collecte s'établit à 109% à fin décembre 2014, un niveau stable par rapport à septembre 2014.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 3 677 millions d'euros en 2014 et à 887 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, en hausse de 1,2%¹ par rapport au quatrième trimestre 2013. Ceci s'explique par le maintien de la marge d'intérêt (+2,0%¹ par rapport au quatrième trimestre 2013), soutenue par l'activité de crédit dans un contexte de taux bas. On observe une stabilité des commissions (+0,1%¹) par rapport au quatrième trimestre 2013.

Les frais généraux affichent une baisse de 0,9% par rapport au quatrième trimestre 2013 et même une baisse de 4,5% hors investissements du plan de transformation. Ces derniers s'élèvent à 23 millions d'euros au quatrième trimestre 2014. Le coefficient d'exploitation s'établit à 68,2%¹ sur le quatrième trimestre 2014.

Le coût du risque s'élève à 17 millions d'euros au quatrième trimestre 2014. Il s'inscrit dans la tendance observée depuis plusieurs trimestres. Le taux de créances dépréciées sur encours ressort à 2,3%, en recul par rapport à septembre 2014. Le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) atteint 73,8% contre 73,6% au 30 septembre 2014. Le coût du risque sur encours s'élève à 7 points de base sur le quatrième trimestre 2014, contre 36 points de base au quatrième trimestre 2013, atteignant un nouveau point bas.

¹ Après retraitement au niveau de la marge d'intérêt : provision PEL-CEL (-29m€ en PNB au T4-14), impact de l'évolution de la méthodologie CVA/DVA (-15m€ en PNB au T4-14) et au niveau des commissions : plafonnement réglementaire des commissions (-5m€ en PNB au T4-14)

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 141 millions d'euros, en hausse de 69,9%¹ par rapport au quatrième trimestre 2014. Il s'élève à 584 millions d'euros pour l'année 2014 en hausse de 5,2%¹ par rapport à 2013.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Le pôle enregistre un **résultat net part du Groupe** de 37 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 contre une perte de 22 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Pour l'année 2014, il ressort à -500 millions d'euros en raison de la dépréciation intégrale de la valeur de la participation détenue dans BES pour -708 millions d'euros au deuxième trimestre. Hors cet effet, le résultat net part du Groupe ressort à 208 millions d'euros en 2014 contre 48 millions d'euros pour l'exercice 2013.

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	656	+4,2%	2 646	+8,6%
Charges d'exploitation	(375)	(4,1%)	(1 469)	(3,1%)
Résultat brut d'exploitation	281	+18,0%	1 177	+27,9%
Coût du risque	(193)	+13,8%	(749)	+23,9%
Résultat d'exploitation	88	+28,4%	428	+35,5%
Sociétés mises en équivalence	2	ns	(717)	x7,2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	(2)	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	90	x2,2	(291)	ns
Impôt	(33)	x2,8	(140)	+52,9%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	ns	14	ns
Résultat net de l'exercice	57	ns	(417)	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	20	+41,9%	83	+35,4%
Résultat net part du Groupe	37	ns	(500)	ns
Résultat net part du Groupe hors BES	37	ns	208	x4,3

Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A. ²

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014 /2013
Produit net bancaire	453	+9,7%	1 672	+5,3%
Charges d'exploitation	(235)	(4,2%)	(926)	(3,2%)
Coût du risque	(141)	+8,8%	(459)	+8,2%
Résultat net	54	+95,6%	187	+30,6%
Résultat net part du Groupe	40	x2,0	136	+31,1%

¹ Après retraitement provision PEL-CEL (-29m€ en PNB au T4-14), évolution de la méthodologie CVA/DVA (-15m€ en PNB au T4-14) et plafonnement réglementaire des commissions (-5m€ en PNB au T4-14)

² Hors, en 2013, les -39m€ de complément de provision demandés par la Banque d'Italie et, en 2014, l'évolution de la méthodologie CVA/DVA (-14 m€ PNB) et les éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes locaux au 31/12/2013 et par Crédit Agricole S.A. en 2014 (+80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

En Italie, Cariparma affiche des résultats en nette progression par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. L'encours des crédits s'établit à 33,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014, en hausse de 0,8% en un an alors que le marché italien affiche sur la même période une baisse de 1,8% (source ABI, janvier 2015). Cette progression est tirée par les crédits aux particuliers dont l'encours augmente de 4,3% en un an, grâce notamment à une forte production sur les crédits à l'habitat (+27% en un an). L'encours global de collecte bilan atteint quant à lui 35,9 milliards d'euros grâce notamment à une hausse de 1,7% de la collecte auprès de la clientèle au cours du dernier trimestre de l'année. Ainsi, Cariparma présente un ratio crédits (nets des provisions individuelles) rapporté à la collecte de 88% à fin décembre 2014. Par ailleurs, l'encours de collecte hors bilan de Cariparma s'élève à 56,9 milliards d'euros à fin décembre 2014, en hausse de 11,9% en un an. L'activité commerciale reste très dynamique sur l'assurance-vie et les OPCVM dont les encours augmentent de 3,8 milliards d'euros en 2014 (+19,7%), dont une hausse de 0,7 milliard d'euros au quatrième trimestre.

Le produit net bancaire retraité¹ de Cariparma progresse de 9,7% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014 à 453 millions d'euros, et de 5,3% sur l'année pour atteindre à 1 672 millions d'euros en 2014. Cette progression résulte notamment de la hausse de la marge nette d'intérêt. Les marges sont en baisse en raison de l'environnement de taux en Italie - et ce malgré la baisse du coût moyen des ressources clientèle (amélioration du pricing et du mix ; hausse des dépôts à vue de 7% en un an) - mais cette baisse est plus que compensée par la hausse des volumes. Par ailleurs, Cariparma a renforcé son financement des autres entités italiennes du Groupe. Parallèlement, les commissions affichent une hausse de 6,1% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014 liée à la progression de la collecte hors bilan.

Les charges d'exploitation évoluent très favorablement, notamment sous l'effet de la transformation du réseau. Elles sont en baisse de 4,2% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014 et de 3,2% entre 2013 et 2014. Sur ces mêmes périodes, le coefficient d'exploitation retraité¹ s'établit à respectivement 51,8% (en amélioration de 7,5 points) et 55,4% (en amélioration de 4,8 points).

Le coût du risque s'établit sur le trimestre au niveau élevé de 141 millions d'euros en raison des derniers ajustements effectués par Cariparma sur son portefeuille suite à l'exercice des AQR réalisé au cours de l'année. Il augmente ainsi de 8,8% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014. Sur l'exercice 2014, le coût du risque total s'élève à 459 millions d'euros : retraité des éléments spécifiques de 2013 et 2014¹, il augmente de 8,2% en un an. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 13,1% à fin décembre 2014, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 44,4%.

Au total, le résultat net retraité¹ de Cariparma atteint 187 millions d'euros en 2014 dont 54 millions d'euros au quatrième trimestre. Le résultat net part du Groupe retraité¹ s'établit à 40 millions d'euros sur le trimestre à comparer à 20 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Pour l'exercice 2014, il atteint 136 millions d'euros (104 millions d'euros en 2013).

Selon le périmètre local, et hors fiscalité afférente à la réévaluation des titres Banque d'Italie comptabilisée en 2014, le résultat net part du Groupe Cariparma s'élève à 182 millions d'euros pour l'année. Compte tenu de ces très bons résultats, les perspectives d'amélioration de la rentabilité de Cariparma n'ont pas conduit à déprécier le goodwill porté par Crédit Agricole S.A. au titre de cette participation.

Les autres entités du Groupe à l'international maintiennent un excédent global de collecte, avec un encours total de collecte bilan de 11,2 milliards d'euros pour un montant de crédits bruts de 10,0 milliards d'euros à fin décembre 2014. Les entités CA Polska et Crédit du Maroc affichent pour l'année 2014 des résultats nets part du Groupe de respectivement 48 millions d'euros et 17 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole Egypte s'élève à 40 millions d'euros pour l'année (hors reprise de provision pour risque pays pour 10 millions d'euros). Enfin, la filiale ukrainienne dégage un résultat d'exploitation brut élevé, tiré par un fonds de commerce résilient centré sur les multinationales et le secteur agri-agro, mais est pénalisée par un impact change défavorable de 12 millions

¹ Hors, en 2013, les -39m€ de complément de provision demandés par la Banque d'Italie et, en 2014, l'évolution de la méthodologie CVA/DVA (-14M en PNB) et les éléments comptabilisés par Cariparma dans ses comptes locaux au 31/12/2013 et par Crédit Agricole S.A. en 2014 (+80m€ en PNB, dont +92m€ de réévaluation des titres de la Banque d'Italie, et -109m€ de coût du risque) ainsi que la fiscalité afférente à ces retraitements

d'euros et la hausse du coût du risque. Hors dotation pour risque pays de 15 millions d'euros durant l'année, son résultat net part du Groupe ressort à 16 millions d'euros en 2014.

3. PÔLE GESTION DE L'ÉPARGNE ET ASSURANCES

Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

Au 31 décembre 2014, les encours gérés du pôle s'élèvent à 1 256 milliards d'euros, en hausse de 112 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2014. Cette progression résulte d'une collecte très dynamique qui va de pair avec un effet marché positif. Hors effet marché et change de près de 67 milliards d'euros, cette hausse ressort à plus de 45 milliards d'euros, dont plus de 35 milliards d'euros sur la gestion d'actifs et près de 8 milliards d'euros sur l'assurance épargne/retraite.

Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève, ce trimestre, à 391 millions d'euros, en hausse de 6,7% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Pour l'année 2014, il atteint 1 550 millions d'euros, réalisé à 67% par l'activité assurances et 24% par la gestion d'actifs.

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	1 317	(2,4%)	5 113	(0,3%)
Charges d'exploitation	(652)	+0,8%	(2 565)	+2,8%
Résultat brut d'exploitation	665	(5,4%)	2 548	(3,3%)
Coût du risque	(16)	(38,6%)	(63)	x 2,3
Résultat d'exploitation	649	(4,1%)	2 485	(4,7%)
Sociétés mises en équivalence	5	+2,2%	17	+6,3%
Gains/pertes sur autres actifs	43	ns	50	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	(22)	ns	(22)	ns
Résultat avant impôt	675	(1,1%)	2 530	(3,7%)
Impôt	(245)	(9,3%)	(834)	(7,4%)
Résultat net de l'exercice	430	+4,3%	1 696	(1,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	39	(14,8%)	146	(10,6%)
Résultat net part du Groupe	391	+6,7%	1 550	(0,8%)

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, les actifs sous gestion d'Amundi s'élèvent à fin décembre 2014 à 866 milliards d'euros, en hausse de 11,4% par rapport à fin décembre 2013. La collecte nette s'élève à 35,4 milliards d'euros sur l'année 2014, dont 13,1 milliards d'euros au quatrième trimestre 2014. L'effet marché et change s'élève, quant à lui, à 53,5 milliards d'euros sur la même période.

La collecte a porté pour 36,3 milliards d'euros sur des actifs longs (dont 10,5 milliards d'euros au quatrième trimestre 2014), à la fois en gestion active (27,8 milliards d'euros sur l'année 2014) et en gestion passive (8,5 milliards d'euros sur l'année 2014). Amundi affiche également de bonnes performances à l'international avec une collecte de 23,4 milliards d'euros sur l'année 2014, notamment tirée par l'Europe et l'Asie.

En 2014 la collecte est principalement portée par les institutionnels et grandes entreprises (+19,5 milliards d'euros), les distributeurs tiers (+10,8 milliards d'euros), et les réseaux internationaux (+7,7 milliards d'euros). Les réseaux

France sont proches de l'équilibre : la décollecte s'élève à -2,7 milliards d'euros sur l'année 2014 (et -1,4 milliard d'euros hors monétaire).

Amundi a continué de renforcer son offre au quatrième trimestre via le développement de services à valeur ajoutée, notamment à travers un partenariat avec EDF pour financer la transition énergétique et le mandat de conseil donné par la BCE dans le cadre de son programme de rachat d'ABS.

Le produit net bancaire reste stable entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014 avec une augmentation de 0,6%¹ pour atteindre 382 millions d'euros en raison d'un effet de base défavorable sur les commissions de surperformance au quatrième trimestre 2013. Sur l'année, le produit net bancaire augmente quant à lui de +7,4%¹ pour atteindre 1 541 millions d'euros grâce à la progression de l'activité et à un bon niveau de commissions de surperformance. Les charges restent maîtrisées : hors les entités nouvelles aux États-Unis (Smith Breeden), en Pologne et aux Pays-Bas, en hausse de seulement 2,3% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2014 et de 1,9% sur l'année. Le coefficient d'exploitation s'améliore ainsi de 1,2 point pour s'établir à 53,4%¹ sur l'année 2014. Au total, le résultat net part du Groupe d'Amundi s'établit à 93 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, et 369 millions d'euros pour l'année 2014.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** renforce de nouveau ce trimestre le niveau des encours sous gestion. Les encours conservés comme les encours administrés sont en hausse sur l'année 2014 de 100 milliards d'euros chacun, bénéficiant de l'entrée de nouveaux clients et d'effet marché favorable. Ainsi, les encours conservés progressent de 4,4% en douze mois pour atteindre 2 353 milliards d'euros à fin décembre 2014, et les encours administrés s'élèvent à 1 409 milliards d'euros à fin décembre 2014, en hausse de 7,6% sur la même période.

Le produit net bancaire de CACEIS, à 184 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 est en baisse de 5% par rapport au dernier trimestre 2013. Cette baisse apparaît plus limitée que lors des trois premiers trimestres compte tenu du contexte défavorable de taux bas. Le résultat net part du Groupe s'établit à 31 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 et à 87 millions d'euros sur l'année 2014.

L'activité **Banque privée** bénéficie d'une collecte positive au quatrième trimestre 2014 grâce à une forte dynamique commerciale. Les encours gérés progressent de 7,0% depuis fin décembre 2013 pour atteindre plus de 141 milliards d'euros au 31 décembre 2014, incluant un effet marché positif. Ces encours incluent 101,6 milliards d'euros au titre des entités couvertes par Ca Private Banking et 39,9 milliards d'euros au titre de LCL et affichent une progression sur l'année respectivement de 8,8% et de 2,6%.

Sur le périmètre France, les encours, à 63,9 milliards d'euros, sont en augmentation de 3,3% par rapport au 31 décembre 2013. À l'international, la hausse est de 10,2% pour atteindre 77,6 milliards d'euros.

Les revenus des entités couvertes par CA Private Banking se maintiennent. Ils s'élèvent à 177 millions d'euros, en hausse de 3,7% par rapport au dernier trimestre 2013. Le résultat net part du Groupe s'établit à 7 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 et à 55 millions d'euros sur l'année 2014.

¹ Hors impact de l'évolution de la méthodologie CVA/DVA (-4,5m€ en PNB au T4-14)

Le chiffre d'affaires de **Crédit Agricole Assurances**, n°1 en France d'après le dernier classement de l'Argus Spécial Compte, paru le 19 décembre 2014, s'élève à 7,6 milliards d'euros (format normes françaises) au quatrième trimestre 2014, en hausse de 22,0% par rapport au quatrième trimestre 2013. Sur l'année 2014, il atteint le niveau record de 30,3 milliards d'euros.

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	574	(4,5%)	2 154	(1,1%)
Charges d'exploitation	(148)	+1,2%	(604)	+5,1%
Résultat brut d'exploitation	426	(6,4%)	1 550	(3,3%)
Coût du risque	-	ns	(1)	ns
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	-	ns
Impôt	(165)	(27,3%)	(507)	(16,5%)
Résultat net de l'exercice	261	+14,6%	1 042	+4,7%
Résultat net part du Groupe	260	+14,7%	1 038	+4,6%

Avec un chiffre d'affaires de 6,3 milliards d'euros en hausse de 27,0% par rapport au quatrième trimestre 2013, l'activité **Épargne / retraite** enregistre d'excellentes performances, tant en France qu'à l'international, en particulier en Italie et au Luxembourg. Sur l'année, le chiffre d'affaires s'élève à 24 233 millions d'euros, en hausse de 17,3% par rapport à 2013. Crédit Agricole Assurances a été le premier acteur du marché à lancer des contrats « vie-génération » et « euro-croissance ».

La collecte nette en Épargne/Retraite et Prévoyance s'élève à 9,0 milliards d'euros sur l'année, hors effet marché, dont 5,1 milliards d'euros en France. Les encours Épargne / retraite enregistrent une hausse de 5,9% sur un an pour atteindre 248,9 milliards d'euros fin décembre 2014, dont 202,4 milliards d'euros pour les contrats en euros (+5,5% sur un an) et 46,5 milliards d'euros pour les contrats en unités de compte (+7,6% sur un an), ces derniers représentant 18,7% du total (+0,3 point sur un an).

Pour le pôle **Prévoyance / santé / emprunteur**, le chiffre d'affaires s'établit à 871 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, contre 859 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 (+1,4%). Sur l'année 2014, il s'élève à près de 3,6 milliards d'euros, soit une augmentation de 3,6% comparé à l'année 2013. L'année a vu le lancement d'une nouvelle offre en santé et prévoyance collective.

Le chiffre d'affaires de l'**Assurance dommages** est toujours en progression élevée. Il atteint 472 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, en croissance de 5,6 % par rapport au quatrième trimestre 2013, et ressort à 2 411 millions d'euros sur l'année, soit une progression de 7,1% par rapport à 2013. Le ratio combiné¹ (net de réassurance) reste bien maîtrisé à 96,5% en 2014. Une entité Dommages a été créée en Pologne, complétant l'offre d'assurances du Groupe dans le pays.

Le résultat net part du Groupe du pôle Assurances atteint 260 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, en hausse de 14,7% par rapport au quatrième trimestre 2013. Le produit net bancaire enregistre un recul de 4,5% par rapport à une base élevée au quatrième trimestre 2013. Il reste quasiment stable sur l'année, en lien avec une politique de renforcement des réserves. Les charges d'exploitation sont maîtrisées : au quatrième trimestre 2014, tout en intégrant les frais de développement des assurances collectives, elles progressent de 1,2% mais reculent de 0,7% par rapport au quatrième trimestre 2013 avant impact de la taxe systémique (3 millions d'euros par trimestre). Sur l'année, le résultat net part du Groupe s'établit à 1 038 millions d'euros, en hausse de 4,6% sur l'année.

¹ Ratio (Sinistralité + frais généraux) / Cotisations, Périmètre Pacifica.

La fin de l'année a vu le succès de l'émission inaugurale de 750 m€ de dette subordonnée perpétuelle par Crédit Agricole Assurances, dans le cadre de l'optimisation des fonds propres de Crédit Agricole Assurances et du Crédit Agricole.

4. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4*	2014	Variation 2014/2013*
Produit net bancaire	627	(6,6%)	2 639	(7,8%)
Charges d'exploitation	(353)	(5,5%)	(1 350)	(5,2%)
Résultat brut d'exploitation	274	(7,8%)	1 289	(10,2%)
Coût du risque	(249)	(28,3%)	(1 044)	(28,4%)
Résultat d'exploitation	25	ns	245	ns
Sociétés mises en équivalence	29	+13,9%	136	+15,6%
Résultat avant impôt	54	x4,2	381	x3,0
Impôt	21	(72,0%)	(37)	+85,1%
Rés. net des activités arrêtées	(13)	ns	(22)	ns
Résultat net de l'exercice	62	+60,5%	322	x2,5
Participations ne donnant pas le contrôle	16	x2,4	43	ns
Résultat net part du Groupe	46	+50,5%	279	+70,5%

* Variations avant cession d'entités nordiques (2013) et remboursement de frais de dossier en Allemagne (2014)

Le pôle **Services financiers spécialisés** enregistre un résultat net part du Groupe de 46 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 contre une perte de 46 millions un an plus tôt. Le quatrième trimestre 2014 est marqué par l'impact d'un arrêt de la justice allemande sur les frais de dossier en crédit à la consommation, conduisant à restituer aux clients les frais de dossiers perçus à la mise en place de ces crédits depuis 10 ans. Les clients éligibles de la filiale Creditplus et de la joint-venture FGA Bank (filiale de FGA Capital sur le marché allemand) ont pu déposer une demande de remboursement de ces frais sur le quatrième trimestre 2014, générant une perte de 34 millions d'euros en résultat net part du Groupe, dont un impact en produit net bancaire de -39 millions d'euros et sur les sociétés mises en équivalence de -6 millions d'euros.

Par ailleurs, l'activité se porte bien sur le quatrième trimestre, tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et en affacturage, ce qui soutient les résultats. Avant impact du remboursement des frais de dossier en Allemagne, le résultat net part du Groupe s'élève à 80 millions d'euros.

En **Crédit à la consommation**, les encours gérés amorcent un redémarrage, la production affichant une progression de 9,8% par rapport au troisième trimestre. Les encours gérés restent quasiment stables sur le quatrième trimestre, atteignant 68,8 milliards d'euros au 31 décembre 2014 à comparer à 68,7 milliards au 30 septembre 2014, alors que le quatrième trimestre 2014 a été marqué par la cession de 872 millions d'euros de créances douteuses par Agos Ducato. Sur l'année, les encours gérés s'inscrivent en légère hausse de 0,3%, avant cession de 872 millions d'euros de créances douteuses par Agos Ducato et de la cession effective des entités nordiques au premier semestre 2014 (représentant 0,4 milliard d'euros d'encours). La répartition géographique de ces encours reste quasi inchangée par rapport aux trimestres précédents, avec 38% des encours localisés en France, 32% en Italie et 30% dans les autres pays. Les encours consolidés, à 33,2 milliards d'euros, enregistrent une baisse de 2,1% sur l'année retraités de la cession de créances douteuses par Agos Ducato et des entités nordiques. Les partenariats automobiles progressent de 6,7% sur un an pour atteindre un encours de 18,9 milliards d'euros à fin décembre 2014. Les encours gérés pour les sociétés du Groupe Crédit Agricole, qui s'établissent à 12,5 milliards d'euros au 31 décembre 2014, progressent légèrement sur un an et de manière plus marquée sur le quatrième trimestre.

Dans le même temps, CACF poursuit le renforcement de son financement autonome qui progresse de 6 points par rapport au 31 décembre 2013 pour s'établir à 59,0% des encours financés. Ces bons résultats s'appuient notamment sur le développement de la collecte qui atteint 3,5 milliards d'euros à fin décembre 2014, tirée par le succès du passeport européen en Allemagne qui contribue pour 800 millions d'euros de collecte en moins d'un an, et sur l'émission de 750 millions d'euros d'EMTN par FGA Capital au cours du troisième trimestre 2014. Le 1^{er} janvier 2015, FGA Capital a obtenu une licence bancaire et devient FCA Bank, en vue d'optimiser la diversification de son financement. Enfin, le programme de titrisation se poursuit, permettant à CACF de se positionner numéro 2 au niveau européen.

Le produit net bancaire de CACF s'élève à 494 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, en baisse de 5,2% par rapport au troisième trimestre 2014. Ce recul s'explique par l'impact du remboursement de frais de dossier en Allemagne. Hors cet élément spécifique, le produit net bancaire est en hausse de 2,3% par rapport au troisième trimestre 2014. Le recul est de 14,1 % par rapport au quatrième trimestre 2013, baisse ramenée à 7,3% hors remboursement des frais de dossier en Allemagne. Le produit net bancaire a en effet été impacté par la baisse des encours sur un an et par l'augmentation des coûts de financements lié à la volonté d'accroître le taux d'autofinancement de CACF. Les charges d'exploitation reculent de 5,3% au quatrième trimestre 2014 par rapport au quatrième trimestre 2013, sous l'effet des plans d'efficacité opérationnelle et des mesures d'optimisation des frais de recouvrement. Le coût du risque du crédit à la consommation s'établit à 225 millions d'euros, en baisse de 30,6% par rapport au quatrième trimestre 2013, reflétant une baisse de 20,6% chez Agos Ducato, comme dans les autres entités du groupe CACF (-44,1%). Il représente 255 points de base sur encours, en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+3 points de base), et en fort retrait par rapport au quatrième trimestre 2013 (-86 points de base). Le coût du risque d'Agos Ducato s'établit à 148 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, dont 26 millions d'euros au titre du provisionnement d'encours restructurés sains. Le taux de créances dépréciées d'Agos Ducato s'élève à 9,3 % (après cession de 872 millions d'euros de créances douteuses), à comparer à 13,6% au trimestre précédent et à 10,5% au quatrième trimestre 2013, avec un taux de couverture sur créances dépréciées (y compris provisions collectives) toujours très élevé à 104,4%. Cette poursuite de l'amélioration du risque chez Agos Ducato permet à la filiale d'accroître sa capacité bénéficiaire depuis le début de l'année.

Pour mémoire, au quatrième trimestre 2013, le projet de cession d'entités nordiques a fait l'objet d'un reclassement en résultat sur activités arrêtées pour un impact de 99 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe de CACF ressort à 26 millions d'euros (et 60 millions d'euros hors impact du remboursement de frais de dossier en Allemagne), contre -63 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 (36 millions d'euros hors impact de la cession d'entités nordiques).

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** voient évoluer leurs encours de façon différenciée en fonction des activités et des zones géographiques. Le quatrième trimestre 2014 a été marqué par la vente de CAL Hellas en Grèce (0,4 milliard d'euros d'encours). La tendance baissière se poursuit sur le crédit-bail en France (-5,8% par rapport au 31 décembre 2013), se traduisant par une baisse de 3,6% des encours totaux sur un an, à 14,9 milliards d'euros. Inversement, les encours de crédit-bail à l'international, à 3,6 milliards d'euros, augmentent de 4,3% sur la même période. Le chiffre d'affaires factoré augmente de 5,8% à 16,4 milliards d'euros sur le quatrième trimestre, intégrant une hausse de 3,9% sur la France (10,7 milliards d'euros).

Le produit net bancaire de CAL&F s'élève à 133 millions d'euros, en retrait par rapport au quatrième trimestre 2013 de 3,6%, sous l'effet de la baisse de l'encours de crédit-bail en France. Sur l'année, il est stable par rapport à 2013. Les charges au quatrième trimestre 2014 enregistrent un recul un peu supérieur, -4,4%, par rapport au quatrième trimestre de 2013. Le coût du risque est quasi stable à 24 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe de CAL&F s'élève ce trimestre à 20 millions d'euros, par rapport à 17 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au quatrième trimestre 2014, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** ressort à 243 millions d'euros. Après retraitement des couvertures de prêts (-4 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et de l'effet du DVA courant ainsi que de l'évolution méthodologique apportée au calcul du CVA/DVA/FVA, (-8 millions d'euros en résultat net part du Groupe), le résultat net part du Groupe s'élève à 255 millions d'euros ce trimestre.

La contribution de la banque de financement à ce résultat net part du Groupe retraité* s'élève à 225 millions d'euros (contre 113 millions d'euros au quatrième trimestre 2013) et celle de la banque de marché et d'investissement à 62 millions d'euros (contre 38 millions d'euros au quatrième trimestre 2013).

Le résultat des activités en cours d'arrêt ressort en perte de 32 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2014, à comparer à une perte de 7 millions au quatrième trimestre 2013.

Total Banque de financement et d'investissement (y compris activités en cours d'arrêt)

(en millions d'euros)	T4-14	T4-14*	T4-13	T4-13*	Variation T4*/T4*	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	962	980	769	953	+3,0%	3 816	+6,6%
<i>Dont Banque de financement</i>	558	564	515	551	+2,3%	2 267	+11,6%
<i>Dont Banque de marché et d'investissement</i>	404	416	228	376	+10,6%	1 541	+9,5%
<i>Dont Activités en cours d'arrêt</i>	0	0	26	26	ns	8	(94,0%)
Charges d'exploitation	(594)	(594)	(573)	(573)	+3,9%	(2 295)	+0,4%
Résultat brut d'exploitation	368	386	196	380	+1,5%	1 521	+17,8%
Coût du risque	(82)	(82)	(154)	(154)	(46,7%)	(252)	(49,1%)
Résultat d'exploitation	286	304	42	226	+34,4%	1 269	+59,5%
Sociétés mises en équivalence	25	25	16	16	+53,9%	161	+30,7%
Gains/pertes sur autres actifs	2	2	(3)	(3)	ns	4	ns
Résultat avant impôt	313	331	55	239	+38,4%	1 434	+56,2%
Impôt	(66)	(72)	(27)	(92)	(21,3%)	(384)	+38,1%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	2	2	(1)	(1)	ns	3	ns
Résultat net	249	261	27	146	+78,3%	1 053	+32,2%
Participations ne donnant pas le contrôle	6	6	-	3	+79,3%	23	+38,5%
Résultat net part du Groupe	243	255	27	143	+78,3%	1 030	+32,1%

NB: Données 2013 retraitées afin de refléter l'application de IFRS 11 à l'UBAF et Elipso Finance S.r.l

* Retraité des couvertures de prêts, impacts DVA courant, évolution de la méthodologie CVA/DVA/FVA, impacts liés aux courtiers en 2013

Les revenus de la **banque de financement** s'élèvent à 564 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, après retraitement de l'impact des couvertures de prêts (soit une hausse de +2,3% par rapport au quatrième trimestre 2013). En banque commerciale, les revenus atteignent 263 millions d'euros (en hausse de 5,8% par rapport au quatrième trimestre 2013) grâce à la progression de la marge nette et d'un effet volume favorable engendrant des commissions notamment sur l'activité de *Crédits Corporate* et *Trade Finance*. En financements structurés, les revenus sont stables sur la période (301 millions d'euros).

Crédit Agricole CIB conserve son premier rang mondial sur le financement aéronautique¹ et maintient sa position de leader sur les activités de syndication en France². Crédit Agricole CIB passe de la quatrième place à la première place en tant que teneur de livres dans les financements à effet de levier européens sur la zone EMEA et de la sixième à la troisième place en tant que teneur de livres sur l'activité LBO sur la zone EMEA². Par ailleurs Crédit Agricole CIB maintient sa troisième place en tant qu'arrangeur dans les financements de projets sur la zone EMEA². Crédit Agricole CIB est également classé quatrième banque mondiale en *Export Finance* (hors shipping et Aircraft)⁵ et élu deuxième meilleure banque dans le Trade Finance en Europe de l'Ouest⁶.

Les revenus de la **banque de marché et d'investissement** s'élèvent à 416 millions au quatrième trimestre 2014, après retraitement de l'effet du DVA courant ainsi que de l'évolution méthodologique apportée au calcul du CVA/DVA/FVA, soit une progression de 10,6% par rapport au quatrième trimestre 2013.

A 382 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *Fixed Income* progressent de +16,9% par rapport au quatrième trimestre 2013, portés les bonnes performances de la Trésorerie et des activités Taux et Crédit, ainsi que par la bonne tenue de l'activité de Titrisation.

Crédit Agricole CIB est leader sur le marché des *green bonds*³ avec l'arrangement d'opérations innovantes pour l'European Investment Bank (1 milliard de dollars, premier *Climate Awareness Bond* en dollars) et les opérations inaugurales pour BNG Bank (0,5 milliard d'euros). Crédit Agricole CIB conserve sa première position en tant que teneur de livres sur l'offre de convertibles en France² et en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation ABCP⁴ en Europe. Crédit Agricole CIB maintient également sa position de leader sur les émissions obligataires *supranationales* et passe du troisième au deuxième rang mondial sur les émissions obligataires des agences en euros².

La banque d'investissement est un repli ce trimestre (-30,6%) par rapport au quatrième trimestre 2013 qui avait bénéficié d'un bon niveau d'activité sur les émissions d'actions. Les revenus s'élèvent à 34 millions d'euros. Crédit Agricole CIB maintient sa troisième place pour les opérations de fusions-acquisitions achevées avec une participation française².

La VaR reste à un niveau bas de 8,9 millions d'euros au 31 décembre 2014 (6 millions d'euros en moyenne sur l'année 2014).

Les charges de la **Banque de financement et d'investissement** sont sous contrôle. A cours constant, elles affichent une hausse de 1,4% par rapport au quatrième trimestre 2013.

Au quatrième trimestre 2014, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 82 millions d'euros, en diminution de 46,7% par rapport au quatrième trimestre 2013.

La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 25 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 contre 16 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, grâce aux bons résultats de la Banque Saudi Fransi, qui avait fait l'objet d'un renforcement des provisions collectives à la demande du régulateur local à la fin de l'année 2013.

¹ Source : Air Finance Database

² Source : Thomson Financial

³ Source : Climate Bond Initiative

⁴ Source : CPWare

⁵ Source : Dealogic

⁶ Source : Global Trade Review

Au final, après retraitement des couvertures de prêts, des impacts DVA courant, impact de la première application et de l'évolution méthodologique apportée au calcul du CVA/DVA/FVA, le résultat net part du Groupe de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 255 millions d'euros pour le quatrième trimestre 2014 et à 1 168 millions d'euros pour l'année 2014.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	(555)	+32,0%	(2 038)	(6,3%)
<i>dont coûts de financement</i>	(645)	+14,8%	(2 545)	+17,7%
<i>dont Switch*</i>	(188)	+77,4%	(753)	+131,0%
<i>dont gestion financière</i>	116	(13,2%)	375	+90,1%
<i>dont spreads émetteurs</i>	(58)	+27,2%	(278)	(52,9%)
<i>dont autres</i>	32	(40,3%)	410	+7,9%
Charges d'exploitation	(234)	+0,9%	(886)	(1,5%)
Résultat brut d'exploitation	(789)	+21,0%	(2 924)	(4,9%)
Coût du risque	58	ns	87	ns
Résultat d'exploitation	(731)	+0,5%	(2 837)	(7,9%)
Sociétés mises en équivalence	-	ns	24	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(2)	ns	2	ns
Résultat avant impôts	(733)	+10,7%	(2 811)	(7,8%)
Impôts	384	(40,7%)	1 273	(18,7%)
Résultat net	(349)	ns	(1 538)	+3,9%
Participations ne donnant pas le contrôle	13	(57,2%)	91	(38,0%)
Résultat net part du Groupe	(362)	ns	(1 629)	+0,1%

* Y compris rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ au T4-13

Au quatrième trimestre 2014, le produit net bancaire du pôle s'établit à -555 millions d'euros, contre -421 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Il intègre notamment ce trimestre le coût des volets 1 et 2 du Switch pour -188 millions d'euros (-106 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 y compris la rémunération de l'avance d'actionnaires et des T3CJ). Pour mémoire, le produit net bancaire du quatrième trimestre 2013 comprenait +53 millions d'euros de plus-value de cession Bankinter. Le *spread* émetteur de Crédit Agricole CIB et celui lié aux contrats d'assurances en UC ont un impact de -58 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 à comparer à une perte de 46 millions d'euros un an auparavant. Au total, le produit net bancaire hors *spreads* émetteurs s'élève à -497 millions d'euros au quatrième trimestre 2014, à comparer aux -429 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, hors *spreads* émetteurs et la plus-value de cession Bankinter.

Les charges d'exploitation augmentent de 0,9% par rapport au quatrième trimestre 2013. Elles sont en baisse de 5,1% en excluant la provision pour restructuration de 14 millions d'euros passée au cours de ce trimestre dans une filiale de services informatiques au quatrième trimestre 2014.

Pour mémoire, l'impôt du quatrième trimestre 2013 avait été impacté favorablement pour +223 millions d'euros au titre d'une déduction fiscale sur la dernière augmentation de capital d'Emporiki début 2013.

Le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à -362 millions d'euros au quatrième trimestre 2014 (et à -323 millions d'euros hors impacts des *spreads* émetteur).

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à près de 710 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 0,9% par rapport au 31 décembre 2013 pour atteindre de 535 milliards d'euros. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent près de 623 milliards d'euros.

<i>(en millions d'euros)</i>	T4-14	Variation T4/T4	2014	Variation 2014/2013
Produit net bancaire	7 347	(5,3%)	30 243	(0,6%)
Charges d'exploitation	(4 903)	(1,3%)	(19 178)	(0,1%)
Résultat brut d'exploitation	2 444	(12,5%)	11 065	(1,4%)
Coût du risque	(612)	(38,0%)	(2 943)	(25,0%)
Résultat d'exploitation	1 832	+1,4%	8 122	+11,2%
Sociétés mises en équivalence	58	x4,9	(387)	ns
Résultat net sur autres actifs	44	(42,7%)	51	(45,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(23)	ns	(23)	+6,0%
Résultat avant impôts	1 911	+0,9%	7 763	+2,6%
Impôts	(478)	29,5%	(2 477)	+14,8%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	(12)	ns	7	ns
Résultat net	1 421	+0,9%	5 279	(4,1%)
Résultat net part du Groupe	1 332	+2,7%	4 920	(4,3%)

Au quatrième trimestre 2014, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 7 347 millions d'euros, en baisse de 5,3% par rapport au quatrième trimestre 2013. L'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (*spreads* émetteurs logés dans le pôle Activités hors métiers ainsi que le DVA courant, les impacts des premières applications et les évolutions de méthodologie de CVA/DVA/FVA, et les couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement) s'élève à -158 millions d'euros, à comparer en 2013 à une charge de 230 millions d'euros liée aux *spreads* émetteurs, aux impacts DVA courant et CVA/DVA Day one et aux couvertures de prêts en Banque de financement et d'investissement et ainsi qu'à la plus-value de cession sur Bankinter pour 53 millions d'euros)

Les **charges d'exploitation** sont en diminution de 1,3% par rapport au quatrième trimestre 2013 et de 0,1% par rapport à l'année 2013.

Le **coût du risque** est en recul de 38% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2013. Rapporté aux encours il s'établit à 30 points de base sur encours au quatrième trimestre 2014 à comparer à 50 points de base au quatrième trimestre 2013. Ce recul est particulièrement marqué en Banque de proximité en France et dans les métiers de financement (Crédit à la consommation, notamment chez Agos Ducato, et Banque de financement et d'investissement).

Au total, le **résultat net part du Groupe** progresse de 2,7% à 1 332 millions d'euros contre 1 298 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le quatrième trimestre et l'exercice 2014 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

RELATIONS INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31			
Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78	Laurence Gascon	+ 33 1.57.72.38.63
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Aleth Degrand	+ 33 1.43.23.23.81	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05

. Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois arrêtée au 31 décembre 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Les procédures d'audit menées par les commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés sont en cours.